



De la monarchie constitutionnelle à la République

Le 14 juillet 1790 à Paris, lors de la Fête de la Fédération, le peuple fête l'anniversaire de la prise de la Bastille. Les gardes nationales des villes de province viennent défiler à Paris. Toute la société croit alors que la Révolution est terminée et que le roi accepte la monarchie constitutionnelle. Sur le Champ de Mars, La Fayette, le roi, la reine puis la foule, jurent « de maintenir la Constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de faire exécuter les décrets de l'Assemblée Nationale, acceptés par le roi ».

Toutefois, un an plus tard, les masques tombent : le roi est arrêté à Varennes, près de la frontière, en tentant de rejoindre ses cousins autrichiens, afin que ces derniers l'aident à mener une guerre contre les révolutionnaires. Le 22 juin 1791, il est ramené à Paris, la déception des Français est immense. L'espoir d'une monarchie constitutionnelle est anéanti.

Un an plus tard, le 10 août 1792, les Autrichiens encerclent Paris et exigent que le roi, surveillé dans le château des Tuileries, soit libéré. Des gardes nationaux parisiens et marseillais refusent de céder au chantage, attaquent alors les Tuileries et font prisonnier le roi. La France part en guerre contre ses voisins royalistes : cela durera plus de 20 ans, jusqu'en 1815.

Le 21 septembre 1792, à la bataille de Valmy, 1^{ère} victoire contre les monarchies voisines, la 1^{ère} République française est proclamée, c'est la fin de la monarchie en France (pour quelques années seulement...).

Le 21 janvier 1793, après un long procès pour trahison, le « citoyen Louis Capet » (Louis XVI) est guillotiné à Paris, Place de la Révolution (actuelle Place de la Concorde).

Les soubresauts de la 1^{ère} République.

En 1793, ce sont les « Jacobins » qui prennent le pouvoir. Ils occupent un bâtiment Rue Jacob à Paris. On appelle leur gouvernement la « Convention montagnarde » en raison du fait qu'ils avaient l'habitude de s'asseoir tout en haut des gradins lors des réunions. Leur chef est Robespierre, il s'appuie sur les « Sans-Culottes », le petit peuple de Paris. Il crée le Comité de Salut Public pour sauver la République, menacée de l'extérieur et de l'intérieur.

- Robespierre veut la centralisation du pouvoir (appelée « jacobinisme ») : la France reste unie, aucune province ne quitte la République par une sécession, et surtout, Paris domine le pays.
- Il veut l'égalitarisme. Ainsi, il abolit l'esclavage dans les plantations françaises d'Amérique, rend l'école gratuite pour tous, confisque les richesses du clergé pour les vendre, instaure des prix bloqués que les commerçants n'ont pas le droit de dépasser, pour le pain notamment.
- Cependant, il combat la religion chrétienne, fait voter la Loi des Suspects (une loi liberticide qui permet de guillotiner sur simple dénonciation ou soupçon un « ennemi de la révolution ») ; c'est la « Terreur ». Chaque jour, dans les villes, des « charrettes de la mort » emmènent les condamnés vers l'échafaud.
- Alors que la guerre se poursuit contre les voisins européens, des régions françaises se soulèvent contre Robespierre : la Vendée et la Bretagne qui désirent le retour de la monarchie et de l'Église ; les grandes villes de province, telles que Bordeaux, Lyon, Marseille qui récuse la domination parisienne. Au bout de deux ans, les bourgeois parisiens se révoltent contre Robespierre et les Sans-Culottes.

De 1795 à 1799, Les bourgeois reprennent le pouvoir avec un nouveau gouvernement : « Le Directoire ». Pour éviter qu'un nouveau « Robespierre » s'accapare tous les pouvoirs, il y aura désormais 5 « Directeurs » pour diriger le pays. Ce gouvernement durera 4 ans, mais fut marqué par la corruption des élites et le retour des riches « émigrés », c'est-à-dire les nobles ayant fui en 1789 vers les pays voisins.